

Cette demande d'un nouveau pouvoir d'emprunt nous rappelle que depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre (M. Trudeau) il y a une quinzaine d'années, les dépenses publiques ont augmenté de plus de 800 p. 100. Les prévisions budgétaires déposées par le gouvernement il y a quelques mois reflètent une tradition d'incurie économique qui remonte à 1968. Le gouvernement nous demande d'approuver cette mesure et nous essayons, pour notre part, d'expliquer pourquoi nous refusons de le faire, mais nous n'avons pas oublié que le budget fédéral était bien équilibré quand le premier ministre Trudeau et ses adjoints ont pris les rênes du gouvernement dans les années 60. Au cours des années suivantes, le déficit n'a fait qu'augmenter.

Les dépenses publiques sont passées de 10.7 milliards de dollars pour l'année financière 1968-1969 à au moins 88.9 milliards pour 1983-1984. Là-dessus, 2 milliards ne seront pas nécessairement utilisés cette année et pourront servir plus tard. Le gouvernement a donc une marge de manœuvre de 2 milliards de dollars pour cette année et une autre de 2 milliards de dollars qu'il pourra utiliser n'importe quand. Cela lui donne beaucoup plus de latitude que le Parlement ne devrait laisser à un gouvernement, quel qu'il soit, surtout le gouvernement actuel qui a été tellement dépensier jusqu'ici.

Le pouvoir d'emprunt accordé par cette mesure n'est qu'une partie du problème. Bon nombre de sociétés de la Couronne n'ont pas besoin d'une autorisation spéciale du Parlement pour contracter des emprunts sur les marchés monétaires, et elles ne sont pas obligées non plus de dire au Parlement quels seront leurs besoins financiers. Selon moi, il n'y a rien d'urgent à adopter le projet de loi à l'étude et, à titre de députés, nous avons le droit d'exprimer les préoccupations des Canadiens à propos de la façon d'agir du gouvernement actuel.

L'étude entreprise par la Chambre de commerce de Kitchener sur les dépenses publiques reflète en partie ces préoccupations. La Chambre de commerce a décidé d'analyser le rapport du vérificateur général déposé récemment et de présenter des exemplaires de ses conclusions à ceux qui occupent les banquettes ministérielles et aux députés de la région. Alors que ces documents laissent croire que le gouvernement semble donner suite de quelque façon aux recommandations contenues dans le rapport du vérificateur général de 1982, l'étude comporte le passage suivant:

Malgré les méthodes améliorées de contrôle gouvernemental susmentionnées, nous ne cessons de nous inquiéter, à l'instar du vérificateur général, d'ailleurs, de l'inefficacité et du gaspillage importants qui ont cours dans l'administration fédérale. En particulier, nous nous préoccupons fort de l'usage manifeste que l'on fait des sociétés de la Couronne à des fins politiques pour éviter l'examen public de la politique et de l'incompétence du gouvernement.

Le document critique le fait que les sociétés de la Couronne constituent une sous-administration et signale l'incidence de la mauvaise gestion gouvernementale et le climat néfaste pour les sociétés en difficultés, dont beaucoup se retrouvent dans la région de Waterloo. Voici ce qu'on peut lire à ce sujet dans le rapport:

M. Donald Johnston aurait récemment dit que la récession actuelle avait contribué à éliminer un certain nombre de sociétés canadiennes de peu d'importance, et que nous devrions changer d'optique et aider les secteurs industriels qui sont opportuns et viables dans le climat économique d'aujourd'hui. Nous croyons que cette politique devrait s'appliquer aussi aux sociétés privées auxquelles participent le gouvernement par le biais de sociétés de la Couronne.

L'étude compare le style de gestion propre au gouvernement et celui que le gouvernement a imposé à de nombreuses petites entreprises. Voici ce que les auteurs du rapport ont à dire:

Pouvoir d'emprunt

En 1981-1982, le tiers des fonctionnaires fédéraux a reçu en tout 219 millions de dollars en paiement d'heures supplémentaires et a bénéficié en outre de congés compensatoires d'une valeur approximative de 25 millions de dollars. Certains fonctionnaires ont gagné plus cher en heures supplémentaires qu'en traitement régulier.

Et cela, au moment même où les investissements et la productivité étaient à peu près au point mort, monsieur le Président. Le rapport ajoute:

Nous croyons, comme le vérificateur général, qu'il faudrait mieux planifier le temps supplémentaire... freiner l'absentéisme et mieux répartir le temps supplémentaire.

En m'insurgeant contre le projet de loi C-151 portant pouvoir d'emprunt, j'estime que les contribuables canadiens ont leur mot à dire non seulement pour ce qui concerne la gestion des ressources nationales, mais aussi pour ce qui concerne la rentabilité des dépenses éventuelles. Pendant qu'il nous réclame des sommes énormes à dépenser, le gouvernement est en train de sabrer dans des programmes qui pourraient être à la fois bénéfiques et efficaces, pour nos prisons par exemple.

Pendant qu'il vient nous demander de nouveaux fonds, il y a la déclaration aberrante du solliciteur général (M. Kaplan) qui nous dit qu'il est trop coûteux de poursuivre les programmes éducatifs offerts aux prisonniers, alors même qu'il est démontré que grâce à ces programmes il y a moins de récidive chez les ex-détenus.

Les députés et le public se pencheront avec intérêt sur le cas de Larry Cybulski. Voici ce qu'en dit le *Kitchener-Waterloo Record* dans son numéro du 2 mai 1983:

Larry Cybulski a dû interrompre ses études universitaires au printemps, alors qu'il ne lui manquait que quelques crédits pour obtenir son diplôme.

Jusqu'à-là, l'étude avait fait de ce jeune révolté un type «comprenant qu'il y a autre chose dans la vie» suivant Elliot Avedon, un de ses professeurs...

Ce type de 34 ans purge une peine d'emprisonnement à vie dans la prison à sécurité maximale de Prince-Albert, en Saskatchewan. En janvier, le solliciteur général fédéral, Robert Kaplan, a supprimé les crédits nécessaires à ses études par correspondance à l'U. de W., disant que dorénavant les prisonniers devraient payer eux-mêmes leurs études.

Cybulski est un des 232 détenus des prisons fédérales sur 10,000 qui cherchent à s'élever en suivant des cours par correspondance et des cours carcéraux. Il est la preuve vivante que l'étude est un des moyens de réinsertion sociale les plus efficaces et les plus économiques dont disposent les prisons...

Voilà pourquoi des administrateurs d'universités, des membres de la société John Howard, des membres d'associations éducatives pour adultes et d'autres ont condamné cette décision à courte vue. C'est pourquoi également, en l'absence de plans véritables pour d'autres autorisations d'emprunt et du mauvais emploi qui est fait des fonds disponibles, je m'unirai aux députés de mon parti pour voter contre cette autorisation demandée par le gouvernement.

• (1740)

L'hon. Jake Epp (Provencher): Monsieur le Président, aujourd'hui encore le gouvernement vient demander aux Canadiens de lui procurer plus d'argent. Il demande au contribuable canadien par voie d'une mesure législative de l'autoriser à emprunter encore davantage pour compenser ses dilapidations notoires. Le sommet économique des pays industrialisés qui s'est tenu à Williamsburg, en Virginie, vient de se terminer et on note avec intérêt dans le communiqué de portée économique les deux grands principes qu'énoncent les chefs des sept pays. Le premier est que ces pays s'engagent à réduire leur déficit